

CESSEZ LE FEU ET « SANCTIONS » CONTRE LA RUSSIE

# L'Europe part désespérément dans tous les sens

*par Anatoli Vasserman*

Les décisions prises par l'Union européenne contre l'économie et les finances russes —outre qu'elles « sanctionnent » non des faits, mais des soupçons—, sont censées faire plus de mal à l'économie russe qu'à celle de l'Europe. Mais ce raisonnement se fonde sur des comparaisons statistiques absurdes. Certes, l'économie russe est beaucoup plus faible que celle de l'Union, mais elle est authentiquement productive et en bonne santé. Tandis que celle de l'Union —comme celle des États-Unis— inclut dans son Produit national brut quantité de « produits financiers » dénués de toute valeur réelle.

RÉSEAU VOLTAIRE | MOSCOU (RUSSIE) | 10 AOÛT 2014

РУССКИЙ ESPAÑOL



**P**our les États-Unis d'Amérique le plus important concernant les événements actuels en Ukraine est qu'ils puissent provoquer l'éclatement des relations entre la Fédération de Russie et l'Union européenne. Ainsi, toutes les actions entreprises par les USA ne sont que des tentatives d'atteindre ce but, qui plus

est, en utilisant différents moyens à la fois. D'un côté ils appellent à la paix, permettant ainsi aux criminels de Kiev de remanier une nouvelle fois leurs troupes et de faire faux bond à leurs renforts après s'être vus imposer, une nouvelle fois, une défaite cuisante au front. Et dans la même lancée, ils mettent en place des « sanctions » [1] à l'encontre de la Fédération de Russie qui portent préjudice non seulement à l'économie russe, mais également à l'économie européenne.

Strictement parlant, le cas de figure présente un certain intérêt. Il est entendu que, du point de vue des chiffres, les pertes engendrées auront de plus lourdes conséquences pour la Russie que pour l'UE étant donnée l'énorme différence de budget entre les deux entités. Vraisemblablement, concernant certains secteurs, les « sanctions » nous seront même utiles : prenons pour exemple la commande de porte-hélicoptères français Mistral, qui aurait sans doute été pénalisante pour notre budget et pour nos forces armées [2]. Il existe tout de même de nombreux secteurs où les pertes seront comparables des deux côtés, voire plus douloureuses pour la Russie. Théoriquement c'est là ce à quoi tout le monde s'attend, et pourtant ...

... La Russie présente un excédent budgétaire. Le département économique du gouvernement russe s'arrache les cheveux à trouver de nouveaux moyens afin de ne pas dépenser inutilement cet argent. Les ministres s'évertuent à inventer toutes sortes de fonds (de stabilisation, de réserve, etc.) pour y placer les sommes engrangées et ainsi ne pas être tenus pour responsables d'avoir dépensé cet argent de telle ou telle manière. Nous pouvons facilement compenser les effets de toutes sortes de « sanctions » simplement en modifiant les règles budgétaires et permettre ainsi l'utilisation d'une part de ces sommes d'argent qui rentrent dans les caisses du pays. Et encore, je ne parle pas de la possibilité de sortir l'argent placé dans ces fonds et de s'en servir afin de couvrir les pertes engendrées par toutes les « sanctions » possibles et imaginables.

Si l'on nous menace de nous mettre à l'écart de certaines hautes technologies, alors c'est le moment pour nous de créer nos propres

institutions de recherche scientifique qui élaboreront ces techniques de pointe. De plus, de nombreuses entreprises et centres de recherche scientifique russes —et surtout les spécialistes qui y travaillent— ont survécu à la vague réformatrice de ce dernier quart de siècle. Il n'y a donc pas de quoi s'inquiéter.

En revanche, pour les Européens et même les États-Uniens la situation est plus difficile parce qu'en Europe de l'Ouest et en Amérique du Nord la crise est réelle. L'illusion de la stabilité y est conservée simplement grâce à l'émission à grande allure d'argent sans valeur. Dans un tel état des choses, n'importe quelle diminution d'activité réelle (et en particulier la réduction d'activité concrète des citoyens ainsi que de leurs revenus concrets) sera un choc violent pour leur propre économie.

C'est pourquoi j'estime que nous n'avons aucune raison de craindre les « sanctions » parce qu'elles feront bien plus de tort à ceux qui les établissent qu'à nous-mêmes. Nous finirons toujours par nous débrouiller. En plus, il n'est pas à exclure que le département économique du gouvernement russe décide de faire preuve de bon sens en accord avec la situation, même si personnellement je préfère espérer un remaniement de ses membres, ainsi ils deviendront les victimes de leurs propres décisions.

Par conséquent, nous n'avons à redouter ni les « sanctions » ni le nouveau cessez le feu —qui n'est en fait qu'un nouveau changement de tactique des criminels de Kiev—. Comme nous l'a appris le passé, dans notre pays nous finissons toujours par avoir raison aussi bien des « sanctions » que des criminels.

*Anatoli Vasserman*

Traduction  
Julia

Source  
[Odnako \(Russie\)](#)

---

[1] La notion de sanction renvoie à une faute qui est ainsi punie. Or, ici point de faute. L'Union européenne se fonde sur des soupçons, eux-mêmes basés sur des déclarations des dirigeants US. L'usage du mot sanction doit être donc vu comme un moyen de ne pas assumer une agression économique. NdlR.

[2] Cette commande n'avait pas de raison d'être militaire, mais ressort de la corruption de dirigeants français et russe, cf. « [France–Russie : les "Mistral" font des vagues](#) », *Réseau Voltaire*, 23 juillet 2010. Son annulation, si elle est confirmée, posera de graves problèmes à

l'économie française, cf. « **La France vendra-t-elle des armes à la Russie ?** », *Réseau Voltaire*, 20 mars 2014. Surtout, elle provoquera une défiance entre la France et ses acheteurs d'armement. Ainsi l'Inde a suspendu l'achat de plus d'une centaine de *Rafale* tant que la France hésite à livrer ses *Mistra* à la Russie.

---

Source : « L'Europe part désespérément dans tous les sens », par Anatoli Vasserman, Traduction Julia , Odnako (Russie), *Réseau Voltaire*, 10 août 2014, [www.voltairenet.org/article185049.html](http://www.voltairenet.org/article185049.html)